

LIBYE

Huit anti-Kadhafi tués dans une attaque loyaliste dans le Sud

Au moins huit combattants du nouveau régime libyen ont été tués à Ghadamès, à la frontière avec l'Algérie, dans une attaque menée hier par les forces fidèles au dirigeant déchu Mouammar Kadhafi, selon un responsable local et des témoins.

«Nous avons été attaqués à l'aube par des partisans de Kadhafi aidés par des Touaregs et des mercenaires», a déclaré par téléphone à l'AFP Mouhanded Sirajeddine, adjoint du conseil local de Ghadamès (600 km au sud-ouest de Tripoli). Huit combattants du Conseil

national de transition (CNT) ont péri dans les affrontements et 50 autres ont été blessés, a-t-il précisé.

Un infirmier de l'hôpital de Ghadamès, Hassan al-Moufed, a confirmé que l'établissement avait reçu huit cadavres. «L'attaque a été déclenchée vers

5h30 (3h30 GMT) par une centaine de partisans de Kadhafi, parmi lesquels des mercenaires venus d'Algérie et des Touaregs», a rapporté M. Sirajeddine, ajoutant que les combattants pro-CNT avaient réussi à repousser les assaillants.

Selon un témoin, Issa Brika, les brigades de Kadhafi bombardaient cette ville historique classée au patrimoine mondial de l'Unesco, et les accrochages se poursuivaient dans la journée.

«Nous avons besoin d'aide pour en finir avec les partisans de Kadhafi», a déclaré Mohamed Taha, un habitant de cette ville.

A Tripoli, des dizaines de personnes ont manifesté pour exiger que le CNT envoie des renforts à Ghadamès.

«Nous réclamons l'envoi de renforts et de ravitaillement aux révolutionnaires à Ghadamès et

la coopération avec les autorités algériennes pour arrêter ceux qui fuiraient vers ce pays et les remettre au pouvoir libyen», a déclaré l'un des manifestants, Ibrahim Mokhtar, professeur d'université.

Ghadamès, surnommée la «Perle du désert», est l'une des plus anciennes villes de la région présaharienne.

INDONÉSIE

Un kamikaze se fait exploser à la sortie d'une église

Un kamikaze s'est fait exploser hier devant une église protestante d'Indonésie, parmi des centaines de fidèles qui sortaient de la messe, ne faisant cependant qu'une victime, lui-même.

L'attentat-suicide, survenu à 10h55 heure locale (3h55 GMT), relance les craintes de tensions religieuses dans cet immense archipel, premier pays musulman de la planète avec 240 millions d'habitants.

Le kamikaze a déclenché sa bombe à l'entrée principale de l'église protestante Bethel Injil de Solo, ville située au centre de l'île de Java, a précisé à l'AFP le porte-parole de la police locale, Djihartono, qui comme beaucoup d'Indonésiens n'utilise qu'un seul nom.

Seul le kamikaze a été tué, a indiqué la police, contredisant les premières indications qui avaient évoqué un autre mort. Près de trente personnes ont, par ailleurs, été blessées, a-t-on précisé de même source.

L'auteur de l'attentat a réussi à rentrer dans l'église, portant sur lui une ceinture d'explosifs, et a attendu la fin de la messe pour se lever et déclencher sa bombe, tandis que les fidèles sortaient de l'édifice, a expliqué la police.

Un correspondant de l'AFP a vu devant l'église un corps ensanglanté que la police locale dit être celui de l'auteur de l'attentat. Allongé devant l'entrée principale du lieu de culte, l'homme a perdu la main gauche dans la déflagration mais le reste du corps semble peu touché, à l'exception de l'abdomen, laissant à penser que l'engin explosif était peu puissant.

Cela pourrait expliquer le nombre relativement peu élevé de victimes, alors que le kamikaze s'est fait exploser au beau milieu de centaines de fidèles sortant de la messe dominicale. «Ce poseur de bombe

était membre du réseau terroriste basé à Ciberon que nous avons évoqué il y a quelques mois», a déclaré le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono, faisant allusion à une ville située à environ 300 km à l'ouest de Jakarta où un attentat similaire avait eu lieu en avril. «J'ai demandé une enquête pour en découvrir plus sur ce groupe, sur qui le finance et qui le commande», a-t-il ajouté dans une déclaration télévisée. «Un dimanche paisible s'est transformé en scènes de chaos», a raconté à l'AFP Kristanto, un des fidèles. «Tout le monde criait et était hystérique», a ajouté l'homme de 53 ans. Un médecin d'un hôpital de Solo a raconté que les blessés portaient des traces de clous et de boulons.

Cet acte fait ressurgir les craintes sur la présence de mouvements islamistes encore capables de frapper. Les autorités assurent avoir décapité le groupe islamiste Jemaah Islamiyah (JI), réputé proche du réseau Al-Qaïda, mais les experts ont à plusieurs reprises averti que des groupuscules pourraient encore être actifs.

La ville de Solo a longtemps compté parmi ses habitants Abou Bakar Bachir, imam considéré comme le porte-voix de la mouvance radicale et condamné en juin dernier à 15 ans de prison.

L'attentat-suicide fait également craindre la résurgence de violences interconfessionnelles entre les musulmans (près de 90% de la population) et les chrétiens (moins de 10%).

La Constitution indonésienne stipule que l'islam n'est pas une religion d'Etat et reconnaît la liberté de culte, mais le pays est régulièrement secoué par des conflits religieux. Mi-septembre, des centaines de paramilitaires ont dû être dépêchés à Ambon, aux Moluques (nord-est), après des émeutes entre musulmans et chrétiens qui ont fait trois morts. Cinq mille personnes avaient été tuées dans cette région lors de violences religieuses entre 1999 et 2002.

SYRIE

Renforts militaires à Rastan, déploiement d'agents de sécurité

Des renforts militaires ont été dépêchés hier dans les villes de Rastan et Qousseir, près de Homs dans le centre de la Syrie, et des agents de sécurité se sont déployés à Douma près de Damas, selon des militants.

«Des renforts militaires ont été envoyés à Rastan autour du bâtiment de la sécurité militaire, et à Qousseir», à la frontière avec le Liban où l'armée syrienne a renforcé sa présence après plusieurs tentatives de fuites de ressortissants syriens dans la zone, ont indiqué des militants.

D'autre part, des agents de sécurité sont déployés en grand nombre à Douma, au nord-est de Damas.

Dans la région d'Idleb, près de la frontière turque, des forces militaires et de sécurité ont mené des perquisitions et arrêté plusieurs personnes dans les localités de Sarmine, Naïrab et Qaminas, «après la fuite

ce matin de plus de quarante soldats du camp militaire de Naïrab», a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Par ailleurs, un jeune homme est décédé dans le quartier al-Khodr à Homs des suites de blessures infligées quelques jours auparavant.

Le corps d'un jeune homme disparu dans un hôpital à Homs et celui d'un autre arrêté quelques jours auparavant à Talbisseh ont été remis à leurs parents, selon la même source.

Le docteur Hassan Eid, chef du département de chirurgie à l'hôpital national de

Homs, a été tué hier matin devant son domicile, selon l'OSDH. La télévision publique syrienne a rejeté la responsabilité de cet assassinat sur des «groupes terroristes armés».

Pour leur part, les militants pro-démocratie sur Facebook ont appelé à manifester hier en Syrie en faveur de Zainab al-Hosni, une jeune fille de 18 enlevée par des hommes en civil le 27 juillet, à Homs pour faire pression sur son frère Mohammad pour qu'il se rende. Agé de 27 ans, il participait à l'organisation de manifestations à Homs.

«Ils t'ont assassiné. Tu as subi des tortures inhumaines (...) mais ton sang n'est pas versé inutilement, nous te le promettons. Nous sommes tous aujourd'hui Zainab», ont-ils écrit sur leur page Facebook «Syrian revolution 2011».

Selon Amnesty International, le corps de Zainab al-Hosni a été découvert par sa famille le 13 septembre dans un hôpital militaire où ses parents s'étaient rendus pour identifier le corps de son frère Mohammad.

Zainab avait été décapitée, démembrée et écorchée, affirme Amnesty. Samedi, treize civils ont été tués par les forces de sécurité syriennes à Homs et Hama, deux foyers de la contestation lancée à la mi-mars contre le président Bachar al-Assad, selon une organisation des droits de l'homme. Et les sanctions renforcées de l'Union européenne (UE) contre le régime syrien, qui interdisent notamment tout nouvel investissement dans le secteur pétrolier et la fourniture au pays de pièces et billets de banque, sont entrées en vigueur avec leur publication au Journal officiel européen.

Abbas, de retour à Ramallah, ne négociera pas sans un gel de la colonisation

Le président palestinien Mahmoud Abbas a réaffirmé hier qu'il ne reprendrait pas les négociations avec Israël sans «un arrêt complet» de la colonisation israélienne. «Il n'y aura pas de négociations sans légitimité internationale ni un arrêt complet de la colonisation» israélienne, a déclaré M. Abbas devant une foule de partisans à Ramallah (Cisjordanie), à son retour de New York, où il a présenté vendredi la demande historique d'adhésion d'un Etat de Palestine à l'ONU.

Le quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, UE, ONU et Russie) a proposé vendredi aux Israéliens et aux Palestiniens de reprendre les pourparlers de paix avec l'objectif d'aboutir à un accord final fin 2012.

Mais cette proposition — que doit «étudier» la direction palestinienne dans les prochains jours — ne mentionne pas explicitement le gel de la colonisation réclamé par les Palestiniens. M. Abbas veut aussi que toute reprise des négociations de paix avec Israël soit basée sur les lignes du 4 juin 1967, c'est-à-dire délimitant un futur Etat de Palestine qui comprendrait la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est, dont les Palestiniens veulent faire leur capitale.

Le dirigeant palestinien, 76 ans, s'est fait ovationner par des milliers de personnes hier après-midi à son arrivée dans le centre de Ramallah, en provenance des Etats-Unis après une escale de 24 heures à Amman. En entrant dans la Mouqataâ, le siège de la présidence de l'Autorité palestinienne, M. Abbas s'est aussitôt rendu au tombeau de l'ancien chef historique du mouvement national palestinien Yasser Arafat, avant de prononcer un bref mais émouvant discours, a constaté l'AFP. «Nous sommes allés à l'ONU en portant vos espoirs, vos rêves, vos ambitions, vos souffrances, votre vision et votre désir pour un Etat palestinien indépendant», a-t-il dit, interrompu à plusieurs reprises par des acclamations. «Le peuple veut un Etat palestinien», a scandé la foule en répondant au président Abbas, pour lequel un accueil de «héros» avait été préparé après sa requête à l'ONU. «Le président Abou Mazen (le nom de guerre de Mahmoud Abbas) est de retour aujourd'hui et les masses sont prêtes à le recevoir avec une réception digne de l'homme qui a porté la voix de la Palestine devant le forum le plus important du monde : les Nations unies», écrivait hier le quotidien palestinien *Al-Quds*.

«Le retour d'Abbas dans sa patrie est le retour du héros, un retour qui pourrait remuer les eaux stagnantes du Proche-Orient», s'est enthousiasmé son éditorialiste. Mahmoud Abbas jouit d'un vif regain de popularité depuis qu'il a remis «la demande d'adhésion de la Palestine sur la base des lignes du 4 juin 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale» vendredi au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

Les Palestiniens lui savent gré d'avoir tenu tête à l'Administration Obama qui a tenté jusqu'à la dernière minute de le dissuader de saisir le Conseil de sécurité.